

COSMO

supplément
au n°5-6

poli's

JEUNES IMMIGRÉS À LYON

SORTIR DU PIÈGE

L 1105 H.S. 2F COSMOPOLIS JUIN-JUILLET 82



Photos Yves Guélaud

**COSMOPOLIS/MENSUEL/38 RUE BURDEAU/69001 LYON/
TEL. 839.69.92**

Directeur de publication :
André Gachet

Responsable de la rédaction :
Bernard Bolze

Secrétariat de rédaction/Gestion :
Dominique Dieppedalle

Rédaction :
Ont participé à ce numéro : Fatima, Oumhanie, Farida, Sif, Latifa,
Djida, Laye, Mogniss, Eric, Rhalib, Ouarda. Patricia

Sous la responsabilité de Zâama d'Banlieue

Photos :
Yves Guélaud, J.G., Françoise Minster, Hamid.

Conception graphique :
J.G.

Diffusion/Abonnement/Publicité :
Catherine Léti

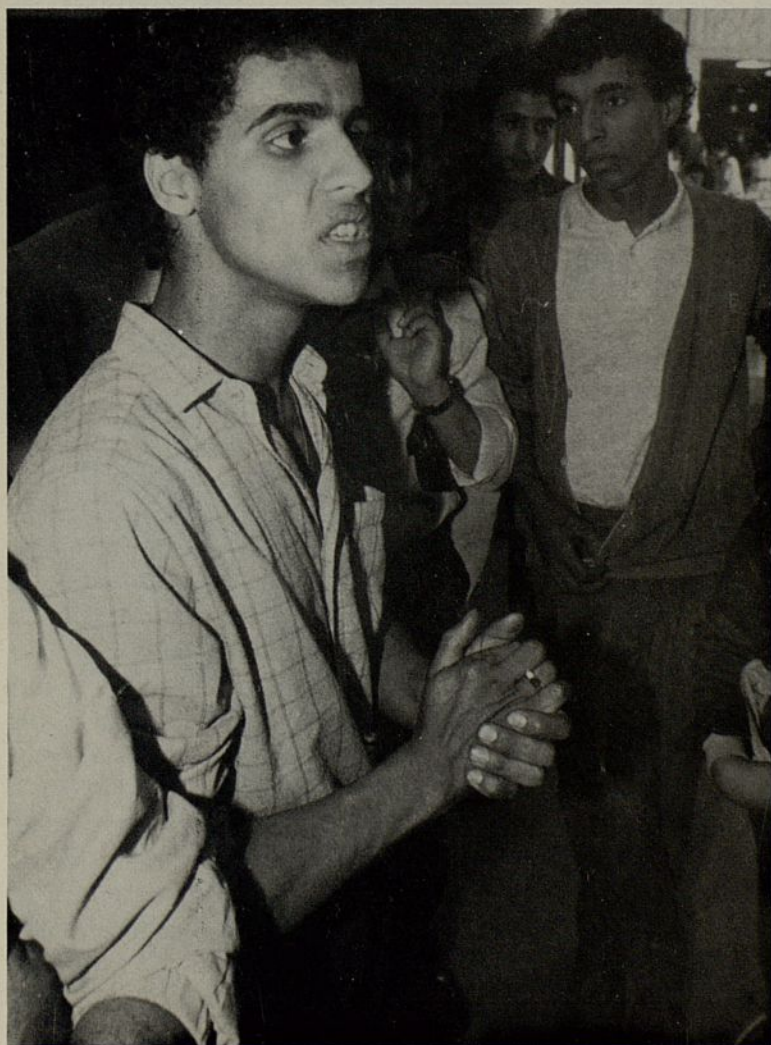
Administration :
Editeur : Association Immigrations, 38 rue Burdeau, 69001 Lyon
avec le concours de Jean Baudran/Sassia/Leïla

Photocomposition/Photogravure
Texto/38 rue Burdeau/69001 Lyon/Tél. 839.19.94

Impression :
Bosc Frères/42 quai Gailleton/69002 Lyon. Dépôt légal n°7498
Juillet 82/Supplément au numéro 5-6. N° commission pari-
taire : 64253. I.S.S.N. : 0293-4396

La parole se donne, s'arrache, se réclame, se coupe, se confisque, s'interdit. Se prend. Un mouvement social naissant s'encadre, se canalise, s'épanouit, s'enlise. Subvertit. Si, de l'été chaud de l'an dernier, on en parle encore dans les journaux, de la réunion d'un très grand nombre de jeunes immigrés deux jours durant pour la parole et pour le rock, pour le théâtre et pour le mouvement : rien. Pas un mot. Pour savoir et pour comprendre, pour dire et pour avancer, nous avons mis ces pages à disposition des organisateurs de la rencontre. Chacun ses mots. Nous vous livrons ceux-ci tels quels. Les nôtres ne prétendent pas au monopole de la diffusion.

COSMOPOLIS



Photos Yves Guélaud

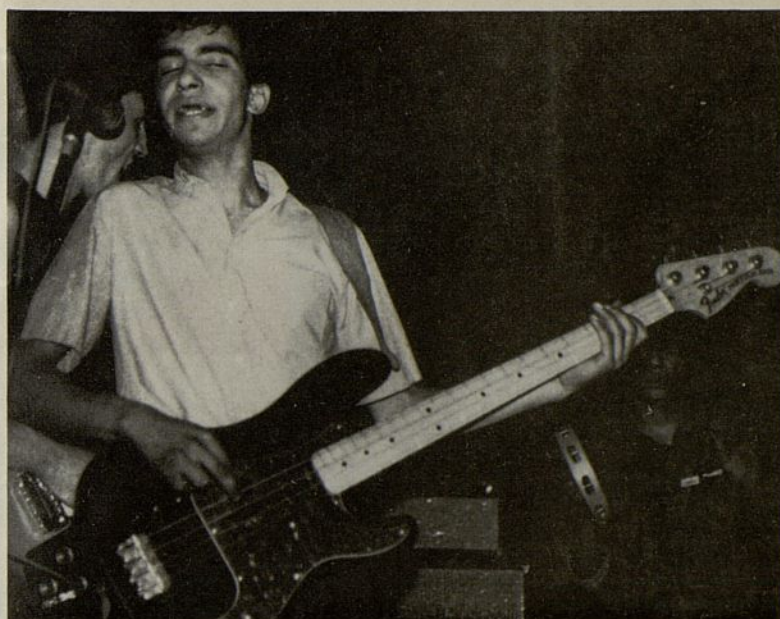


Photo Françoise Minster



Photo J.G.



Photo Françoise Minster

WEEK-END A LA BOURSE

AMBIANCES

Une affiche bien « *tape-à-l'œil* », une initiative très étendue : deux raisons valables pour débarquer vendredi et samedi à la Bourse du Travail pour les deux journées de rencontres nationales.

Dans le hall d'entrée des affiches, des stands, bref, toute une information sur les jeunes de banlieues, sur les immigrés, les mouvements, les associations concernées...

Les premières heures tournent au ralenti, il est tôt. Peu de monde dans la salle encore pour le groupe de New Wave (E.N.S.) qui ouvre le bal. Dans le hall, chose rarement vue, un choix important de sandwiches au fromage et au saucisson caché, pas chers et avec tout ça des cokes, des oranginas. « *Il commence à faire chaud ici !* ». Une troupe de filles de Valence, « *Rose des sables* » va accrocher un public qui commence à se faire nombreux. A partir de scènes de vie quotidienne maghrébine, elles lancent ensuite un débat : « *La femme immigrée est-elle libre en France ?* ». Toutes sortes d'opinions circulent :

— « *Non, on veut avoir le droit de sortir comme nos frères.* »

— « *Nous, nos sœurs, on les enferme et on vous emmerde.* »

— « *C'est pas à toi de décider.* »

Les Crabs ont joué ensuite, certains disent, c'était super, d'autres, c'était moins bien.

Pendant les entractes au 2^e étage passaient des films vidéo, « *La rage et la rouille* », « *La mort de Kader* ».

Le vendredi soir, le groupe de jazz (Jinrikibha) termina la soirée — « *plus fort, le bassiste !* » Mais, à demain...

Le lendemain, dès 14 heures, la fête reprend. Se sont succédés : le collectif maghrébin de Vénissieux, des filles de Paris et enfin « *Les stars du bled* » de Pierre-Bénite qui, avec leurs sketches sur le come-back au pays, ont fait beaucoup rire. Une salle détendue a bien réagi.

Un débat sur « *Police, Justice et organisation des jeunes immigrés* » fut animé, intéressant, mais pressé par les difficultés d'organisation.

Le groupe de Garges, Elounjoum a fait swinguer, jerker, rocker, danser ceux qui ont trouvé la place pour.

Quand « *Carte de Séjour* » est passé, la salle s'est remplie à craquer. Ils ont eu l'occasion de se produire avec les lumières. Un vrai show de rock arabe. Sur la fin, Shaolin, pour les couche-tard, ont clôturé le festival avec un rock bien à eux. Dommage, y'a pas eu de funk. Tant pis, on s'est rattrapé sur les cassettes quand on est rentré !

Pour ce public jeune, bronzé, mélangé, frisé, filles et garçons, ces deux journées furent inespérées. « *T'as vu ce qu'on a pu faire, nous les arabes, du jamais vu ! Personne à l'entrée pour te mater ou te soudoyer, aucune bagarre, pas de merde, quoi !* »

Une impression partagée.



EDITO

UNE BONNE FOIS POUR TOUTES

Deux journées pour prouver que nos tentatives de regroupement ne sont pas les projections d'un petit groupe sur une réalité qui lui échappe. Ces regroupements sont des réalités tangibles avec lesquelles il faut faire. Cette dynamique ne s'opère pas forcément suivant les schémas classiques de certains mouvements sociaux.

Face à ces existences se profilent des réflexions parfois malveillantes, souvent enfermées dans des schémas de pensées caduques. Ces regroupements sont-ils représentatifs ? Honnêtement, je ne saurais dire ce que ce terme signifie. Nous pourrions dissenter sur le public de ces deux journées. Pourquoi est-il venu ? Nous ne pensons pas qu'il existe une séparation si mécaniste entre débat politique et musique-théâtre. Car ce que nous tentions d'exprimer par le programme de ces deux journées est l'investissement par les jeunes de formes et de lieux diversifiés pour y exprimer leur quotidien, leurs problèmes, pour se défendre ou simplement se retrouver dans un local.

Ces regroupements prennent souvent la forme de « troupes » de théâtre, groupes de musique, sketches, parfois des locaux obtenus au bas des immeubles, autour d'un journal, d'une radio lorsque ce n'est pas un comité de soutien à des copains emprisonnés.

Seuls les esprits enfermés dans un sectarisme haïssable séparent le culturel et le politique, au nom de je ne sais quel dogme. Comme si le seul fait d'être immigrés ou fils d'immigrés fait de nous des militants ou une clientèle d'organisations. Tout ce qui est propice au regroupement, à l'expérimentation collective sous quelque forme que ce soit est positif et satisfaisant.

Chaque thème a abordé des préoccupations précises. L'ensemble de ces thèmes, l'ensemble de deux journées constituent d'une certaine manière « *ce que nous sommes* ».

Et revenir à chaque débat sur ce que certains nomment « *l'identité* » en le limitant uniquement à cet aspect, n'avait pas d'autre utilité que de donner lieu aux déchaînements de déclaration passionnelle. Entendons-nous bien : la couleur de notre peau ou la prononciation de nos noms ne constituant pas à eux seuls cette « *identité* », nous n'avons pas grand-chose en commun avec les étudiants qui viennent du Maghreb. L'appartenance de nos familles à ce que l'on appelle la classe ouvrière, notre exclusion sociale, nos cités de béton quadrillées, surveillées, encadrées en per-



Photo Yves Guélaud

manence en constituent le code. Certains nous ont reproché de n'avoir pas occupé les deux journées avec la culture maghrébine. Décidément, il y a « *mal donne* » !

Qu'on le veuille ou non, James Brown et Bob Marley sont plus écoutés par les jeunes immigrés que Oum Keltoum ou Farid el Atrache. Et ce, non par souci d'intégration.

Incompréhensible est la transposition des combats culturels légitimes du Tiers-Monde contre la domination occidentale à la réalité d'une immigration en France. Immigration qui crée sa propre culture (même si elle s'appuie à la fois sur l'origine et sur l'occident) et qui se doit de la développer et de la faire reconnaître dans des conditions qui sont loin de lui être favorables.

S'interroger sur notre « *identité* » (comme il est de mode dans les enceintes universitaires) en faisant abstraction de ce qui nous entoure ou nous étouffe, aboutit à l'impasse.

Le regroupement, l'auto-organisation sur nos initiatives sont les seules possibilités de nous défendre et de nous définir.

Sif ●

LA BOULIMIE POLICIERE

A l'aube d'un été incertain, le gouvernement socialiste peaufine son nouveau dispositif « Sécurité ». Plus de flics, plus de matériel sophistiqué, plus d'encadrement et plus de concertation population-police. D'emblée, certains critiquent la focalisation sur le seul rapport de *défiance* entre la police et les jeunes des cités ouvrières.

Pour eux, priorité au dialogue constructif avec le nouveau pouvoir, priorité aux responsabilités nouvelles dans le cadre idyllique des associations loi 1901 ou des coopératives ouvrières. Leur philosophie : se démarquer à tout prix des délinquants et, surtout, de l'image de délinquant qui colle à la peau des jeunes immigrés, maghrébins en particulier. Aucune initiative donc, qui pourrait être perçue comme une incitation à la délinquance. Créons des associations à but non lucratif ou des S.C.O.P., et dialoguons avec la police...

Cette vision des choses, qui émane comme par hasard d'un certain nombre de travailleurs sociaux, fait l'impasse sur l'un des enjeux politiques primordiaux du moment, à savoir de quels pouvoirs la police va disposer dans les mois à venir. Renvoyer dos-à-dos « *délinquants* » et policiers ne leur vaudra rien de bon, mais ça, c'est une longue histoire... En attendant, le

piège Deferre se referme sur eux comme sur bien d'autres.

Le recours aux expulsions des « têtes brûlées » est de nouveau envisagé, malgré les gardes-fous législatifs institués au lendemain du 10 mai

Face à la crise, le gouvernement reconduit les mesures d'austérité de l'ancien régime. Deferre, lui, élargit le spectre de la population potentiellement délinquante, criminogène. Dans une interview au *Monde* du 15 juin, il évoque la dangerosité des enfants qui « *parfois à l'âge de six ans et, en tout cas, couramment à dix ans* » volent et cassent. « *Quand ces enfants sont arrêtés, la justice les relâche puisqu'elle ne peut rien faire d'autre* ». Sous-entendu : elle entrave l'« *effort particulier* » de la police pour réprimer la petite et la moyenne délinquance qui crée l'impression d'insécurité au sein de la population. C'est sans doute une des raisons de son refus de voir « *accentuer le contrôle de la justice sur la police* ». « *Il en va de même pour la création d'une commission qui serait chargée d'examiner les litiges mettant en cause la police* ». On connaît par ailleurs le climat de rivalité qui règne entre Deferre et Badinter depuis leur duel à propos du droit policier au « *tir intuitif* » et aux contrôles d'identité. Duel qui a finalement tourné à l'avantage du ministre de l'Intérieur.

Revenons à la petite délinquance. La nouvelle politique criminelle emprunte la même voie que celle tracée par Peyrefitte de retour des Etats-Unis en 76 : la criminalisation pour l'exemple des petits délits et l'amalgame entre ces derniers et les crimes crapuleux. Malgré toutes les récriminations, le principe du « *choc salutaire* » a donc été maintenu. Plus significatif encore, la répression d'« *illégalismes populaires* », jusque-là tolérée, comme les occupations de maisons vides par des mal-logés. Occultant totalement le problème social du logement, on en revient au droit du XIX^e siècle relatif au res-

pect de la propriété privée pour justifier les expulsions de logements en bloc, à commencer par les squatts les plus criminogènes !

Si le consensus social de gauche doit pouvoir intégrer un maximum de diversités, la contre-partie exigée est un respect scrupuleux de la légalité, faute de quoi on s'attire les foudres de la loi ! L'« *Etat de droit* » cher aux socialistes introduit ainsi de nouvelles rigidités parallèlement à un esprit de fonctionnariat et de corporatisme qui prête le flanc à une possible banalisation de la « *bavure* ».

Les Américains, pourtant avides eux aussi de légalisme, ont fini par décriminaliser certains délits qui ont pris des dimensions incontrôlables. Il en va ainsi pour les vols de voiture et autres infractions non poursuivies parce que considérées comme faisant partie de la culture de certains groupes new-yorkais. Culture souterraine qui fait vivre les jeunes chômeurs noirs. Raison sociale d'importance quand on sait que les milieux dirigeants admettent que la moitié de ces jeunes chômeurs ne trouveront jamais de travail ! Le projet de Badinter de faire travailler les délinquants plutôt que de les expédier en prison semble, comparativement, bien dérisoire. Il s'inspire pourtant, lui aussi, du système de « *community service sentencing* » de New-York, qu'il se propose d'appliquer en France suite au rapport qui en a été fait par deux magistrats français, MM. Kramer et Leroy. Il s'agirait de faire trimer les fautifs comme nettoyeurs d'ordures, peintres d'appartements délabrés ou autre boulot de peine, au profit de particuliers ou de municipalités. Comme alternative à la prison, le travail prend un sacré coup quant à sa légitimité, vous ne trouvez pas ?

Décriminaliser, c'est avant tout reconnaître des motivations sociales à une certaine délinquance. A la fin du siècle dernier, le président Magnaud avait acquitté une femme voleuse de pain pour nourrir son bébé.

Paradoxalement. décriminaliser, c'est aussi responsabiliser. Tout d'abord en alignant responsabilité pénale et responsabilité sociale, ce qui mettrait fin à l'injustice flagrante de l'incarcération des mineurs. Ensuite, en sachant repérer la responsabilité sociale là où elle existe déjà, au lieu de se lamenter sur « *l'image négative que tous les jeunes se donnent d'eux-mêmes* ». « *L'enquête sociale immédiate* » préconisée par Badinter pour éviter l'incarcération devrait, plutôt que de rechercher d'illusoires garanties de représentation (logement, travail, etc.), contribuer à déceler et à reconnaître l'intelligence sociale souvent précoce des mêmes, confrontés à la survie économique avec leur famille. Intelligence qui s'exprime avec les moyens du bord, y compris par la violence. Dominique Charvet, chargé de mission de lutte contre la pauvreté et la précarité, reconnaît dans une interview à *Radio-Soleil Goutte d'Or* qu'« *il y a dans la violence aussi volonté de faire, volonté d'être, volonté d'affirmer* ». La vio-

lence exige dans ce contexte une exigence de pouvoir social.

La police, bien évidemment, ne s'embarrasse pas de telles subtilités. Son souci majeur, c'est « *l'augmentation de la criminalité ces derniers mois* » et les risques de déflagrations cet été. Face aux tergiversations interministérielles, Deferre tente de se substituer aux prérogatives des autres ministères, piétinant allègrement les plates-bandes de la Justice et de l'Education surveillée, de la Jeunesse et des Sports, du Temps libre et de la Formation professionnelle... Ne l'a-t-on pas vu, prétextant de l'état d'urgence pour l'été, imposer ou suggérer, pêle-mêle, les Clubs Méditerranée ou Léo-Lagrange, l'ouverture de Centres Loisirs Jeunesse (C.L.J.) et de stages de formation sous ses hospices [*sic, ndc*], et même la substitution de policiers aux éducateurs dans les centres sociaux, pour accueillir les jeunes « *délinquants* » ! Cette boulimie policière de pouvoir d'encadrement trouve un appui bienveillant dans l'appareil judi-

ciaire qui, à l'image d'une société frieuse repliée sur elle-même, semble moins disposée que jamais à se remettre radicalement en cause. Quitte, parfois, à s'opposer à Badinter. Au nom de l'indépendance de la magistrature ! Dérisoires aussi, les tentatives en ordre dispersé de contrer Deferre sur le terrain de la prévention. Prôner l'action éducative en milieu ouvert ne rompt pas avec la logique de la criminalisation, parce qu'il y a toujours volonté de **mise à l'écart** des jeunes considérés comme potentiellement dangereux. Dans ce domaine, la police aura toujours l'alibi de l'efficacité et donc, le mot de la fin.

Et si on n'y prend garde, elle aura tout loisir pour élargir à **toute** la population le quadrillage social et la liberté surveillée.

Mogniss (*) ●

(*) Auteur de « *Jeunes Immigrés hors les murs* », dans Questions-clés, revue de l'édition.



Photo Hamid

FILLES IMMIGRÉES

SORTIR DE L'IMPASSE

Au cours des deux journées de rencontre des jeunes immigrés, bon nombre de copines des différentes banlieues étaient venues discuter sur le thème « *femmes immigrées* », centré sur les conditions de vie dans la famille et en foyer.

Le contexte familial a souvent des aspects très durs (pression du père et des frères) et très contraignant, d'autant plus que la situation générale de la population immigrée est de plus en plus difficile.

On constate par conséquent que la plupart des jeunes filles désirent sortir du milieu familial. Révolte immédiate et tout à fait légitime, mais isolée et vulnérable.

Elles n'ont pas d'autres alternatives que :

— se faire dépanner par des copains et des copines pour se loger ;

— chercher du travail, mission pratiquement impossible. Elles partagent les mêmes conditions que leurs frères et leurs copains immigrés. La scolarisation a souvent été un échec, un abandon (orientation vers les voies de garage : C.P.P.N. (*), L.E.P. (**), etc.). La formation s'avère être un palliatif, une dérision (C.A.P. et B.E.P. ne servant ni à entrer dans la vie professionnelle, ni à se qualifier). La reprise d'une scolarisation est envisagée parfois, mais le manque de fric, le niveau acquis assez faible représentent des obstacles très dissuasifs.



Photos Yves Guélaud

C'est l'impasse sur le plan individuel. Cette situation transitoire ne pouvant durer, elles sont contraintes de se replier sur les structures sociales (foyer-accueil, hébergement). Aucune des structures existantes ne prend en compte les réels besoins et désirs des filles.

Toutes les filles en conflit avec leur père, frères et le système scolaire qui ne tient pas compte de leur situation spécifique, se voient placées sans aucun choix, ni initiatives personnelles dans un foyer où elles sont et se sentent sans arrêt « *fliquées* ».

Genre : à la cité de l'enfance de Bron, elles n'ont pas le droit de sortir, ni de recevoir des coups de fils de l'extérieur, excepté de la famille. Leurs sorties doivent être justifiées sans arrêt. Elles n'ont aucun moyen de riposter. Bref, tout cet encadrement concourt à une déresponsabilisation maximale.

Pourtant, il existe réellement une solidarité, une démerde minimum entre « *nanas* » de mêmes quartiers ou groupes affinitaires, mais pour le moment, aucun moyen pour se retrouver collectivement, réfléchir à long terme. Les besoins d'autonomisation de prise en

charge collective ont été posés, mais il reste à nous déterminer dans une lutte plus poussée pour rompre avec l'isolement, la pression, le chantage de la famille et des administrations.

Il nous apparaît urgent de se regrouper afin de mettre en commun notre énergie, d'échanger nos stratégies, de prendre en main notre existence, d'éviter l'institutionnalisation de notre situation et de nos moyens de vie. A court terme, il est nécessaire de mettre sur pied un réseau d'appartements collectifs dont les formes et le fonctionnement seront réfléchis ensemble entre nanas concernées. Ce réseau d'appartements nous servant entre autre de terrain de réflexion et de responsabilisation.

L'analyse et les propositions ainsi faites s'inscrivent dans une globalité : un refus de tout encadrement quel qu'il soit. Pour être efficace, nous devons définir des actions concrètes au niveau du logement, de l'emploi et de la formation. Nous devons utiliser notre force créatrice et offensive.

(*) C.P.P.N. : Classe préprofessionnelle de niveau.

(**) L.E.P. ; Lycée d'enseignement professionnel

STAGES EMPLOI-FORMATION

ANESTHESIE LOCALE

Pour répondre à une situation d'urgence en matière d'emploi, il nous a paru important de soulever le problème lors des deux journées de rencontre nationale dans le but de faire le point sur la situation actuelle et d'envisager des moyens d'actions collectifs et concrets.

Une dizaine de jeunes ont pris la parole pour décrire les différents stages et les problèmes rencontrés. Ainsi, plusieurs stages ont été cités :

— Les stages dans le cadre du C.N.A.S.E.A. (1) ;

Les formations sont proposées en vue de l'installation dans le pays d'origine. Elles sont appelées « *formation-réinsertion* » ou « *formation-coopération* ». Elles concernent un nombre restreint de jeunes d'origine étrangère et permettent plus particulièrement la préparation accélérée à un C.A.P. dans une spécialité correspondant au besoin de main-d'œuvre qualifiée dans les pays d'origine. La demande se fait au consulat. Parmi 500 demandeurs (2), 30 ont été sélectionnés dans le cadre d'une préparation à un C.A.P. de comptabilité. La rémunération est calculée selon l'âge et les activités précédentes.

25 % du S.M.I.C pour les jeunes n'ayant jamais travaillé

90 % du S.M.I.C. pour ceux ayant travaillé trois mois.

Le S.M.I.C. pour ceux ayant travaillé plus de trois mois.

Les cours sont de 40 heures par semaine avec les mêmes contraintes qu'un travail en boîte (les absences sont sanctionnées par une diminution du salaire). La durée de ce stage est de sept mois où un programme de trois ans doit être assimilé.

— Les stages d'initiation à la vie professionnelle organisés par la Chronique Sociale.

La durée est de quatre mois, la rémunération est de 70 % du S.M.I.C. pour les jeunes ayant déjà travaillé. Le contenu des cours se résume à des jeux socio-éducatifs ne débouchant donc sur aucun diplôme.

— Stage de secrétaire technique en bâtiment dans une école privée de Villeurbanne. Le niveau Bac est exigé. Le recrutement se fait à l'A.N.P.E., 200 personnes se sont inscrites, 20 jeunes ont été sélectionnés dont 7 Maghrébins. La durée est de 7 mois, suivis d'un mois de stage pratique dans une entreprise à trouver soi-même.

Différentes critiques ont été formulées :

- « *les sélections sont arbitraires et les formations ne touchent qu'un nombre restreint de jeunes* » ;

- « *le contenu est bâclé, insuffisant, concentré et ne tient pas compte des désirs des jeunes* » ;

- « *les stages sont bidons et dérisoires* ». Comment préparer un C.A.P. en 7 mois, alors qu'en trois ans, il y a 65 % d'échec ?

- « *Aucun enrichissement personnel, ni professionnel. Les différentes formations proposées ne débouchent sur aucune qualification professionnelle réelle* ». La recherche d'un emploi s'avère impossible sans nouvel acquis dans une situation encore plus bloquée au niveau du travail.

- Désillusion des jeunes qui espèrent une formation valable et qui se heurtent à nouveau aux refus d'embauche

des patrons suivant des critères clairement exprimés par le C.N.P.F. Ils ne veulent pas des jeunes sans qualification et rejettent les jeunes de la deuxième génération.

Les jeunes sont encore la proie d'un enjeu politique.

— Les 16-21 ans (2) représentent 28 % des demandes d'emploi non satisfaites alors qu'ils ne forment que 8 % de la population active. Le gouvernement actuel a pris des mesures pour mettre en place un dispositif d'accueil et d'orientation professionnelle pour les jeunes de 16-18 ans et 18-25 ans ; tentative pour répondre à une montée en flèche du chômage des jeunes, à une incapacité de solutionner les besoins réels de la population. Tandis que Mauroy propose d'instituer le service militaire à 18 ans, ce qui permettra de repousser d'un an l'entrée des « jeunes en stage » dans la vie active, Gaston Deferre, dans la crainte d'un « *nouvel été chaud* » envisage la prise en charge d'un certain nombre de mineurs des quartiers de grandes villes. Il propose la création de « *clubs-vacances* » pour les jeunes « *futurs délinquants* ». « *Il faut éviter que les 10-12 ans soient définitivement perdus et il faut également protéger la population* » (Progrès du 5/6/82).

Pour les jeunes plus âgés, spécifiquement les jeunes immigrés, des stages de trois mois sont créés pour les mois de juillet, août, septembre. Ceci pour les isoler, écarter toute possibilité d'action ou de riposte.

Ainsi vidée, la Z.U.P. ne sera plus révélatrice des lacunes et contradictions que portent le pouvoir en place. Monsieur Deferre prend certainement plaisir à intensifier la psychose par ses déclarations : « *Je crains que la petite délinquance, irritante pour les victimes, fasse des morts cet été dans certaines villes* ».

→

Il contribue ainsi à l'amalgame « immigré-jeunes délinquants » et dis-
crédite aux yeux de tous la vie des jeun-
es dans les Z.U.P. Il en résulte un
encadrement social hyper-renforcé et
une répression judiciaire accrue. Bonne
combine pour justifier les erreurs de la
politique socialiste. A Villeurbanne,
des actions-loisirs ont été mises en
place pour les jeunes. Ceux-ci sont
encadrés par des policiers-éducateurs et
des animateurs (programme 1982 pour
les quartiers de St-Jean, Croix-Luizet,
Cusset, Tonkin, Buers, etc.).

Une commission de maires des gran-
des villes chargée de trouver des mesu-
res de sécurité pour cet été a demandé à
Charles Hernu qu'il mette des appelés
et du matériel à la disposition des mai-
res qui le souhaitent. Ces militaires qui
devraient être volontaires serviraient
ainsi de moniteurs aux jeunes qui ne
peuvent partir en vacances (excursions
à bord des cars de l'armée).

« Deferre, t'es mal barré pour un
changement. Tu es tout juste bon à un
rôle de figurant dans un film de série
Z », « Le Marseillais au rencard »,
entendit-on.

— Des cellules d'accueil sont
implantées dans les quartiers, ban-
lieues, cités classés « Zone d'éducation
prioritaire » (Z.E.P.) afin de toucher
une population spécifique. La capacité
de ces cellules d'accueil est de 200 jeun-
es, le formateur doit accorder dix
heures par semaine à chaque jeune. Le
formateur donne des informations sur
différents stages, met les jeunes en rela-
tion avec les entreprises et organismes
de formation (Groupe Recherche et
Méthode). Ils ont le même rôle que les
A.N.P.E. ou les mairies.

L'innovation !

Le jeune est stimulé à entrer dans le
marché du travail par des méthodes de
prospection, ceci au sein de groupe
d'orientation active (G.O.A.), puis il
est suivi pendant trois ans par l'équipe
de formateurs. La formation profes-
sionnelle devient pour les municipalités
un moyen de surveillance policière et
sociale.

On incite le jeune à chercher du tra-

vail comme si cela dépendait de sa seule
bonne volonté. C'est un véritable for-
cing à l'intégration. Quand cessera-t-
on de voir les jeunes comme des parasi-
tes ? Aucune participation du jeune
dans la prise en charge de sa forma-
tion. Rien n'est envisagé pour ceux qui
ne suivraient pas le rythme imposé. Le
jeune doit tenir bon, dans l'autre cas, il
est mis hors-circuit, éjecté. Il n'y a
aucune remise en cause, ni proposi-
tions d'autres formes de travail plus
alternatives.

Peut-on se contenter de mesures
complètement aberrantes alors que les
jeunes sont saturés de formation, sta-
ges bidons et d'emplois précaires qui ne
mènent à rien ? Nous ne voulons pas
subir de nouveau une formation pro-
fessionnelle sans issue, travailler
comme des manards. Nous en avons
assez des mesures de replâtrage... Le
gouvernement se décidera-t-il un jour à
prendre en compte nos réelles aspira-
tions ?

Dans l'immédiat, il nous faut réflé-
chir à des moyens d'action pour pren-
dre en charge notre formation profes-
sionnelle de A à Z. Un groupe de jeun-
es immigrés s'est réuni afin d'en dis-
cuter et de faire des projets réalisables
à plus long terme.

— Création de coopératives dont le
contenu et le fonctionnement seraient
décidés par eux (labo-photo-film-
commerce-crétions diverses). Nous
devons prendre les créneaux financiers
existant (aides pour ceux qui montent
une boîte ou une coopérative ouvrière
de production) et nous organiser col-
lectivement afin de donner forme à nos
aspirations.

Des rencontres entre jeunes de ban-
lieues ont déjà eu lieu le 12 et le 26 juin
au C.E.P., 44 rue Saint-Georges, tél.
837.42.77. D'autres rencontres auront
lieu et accueillent tous ceux qui désirent
s'impliquer dans cette démarche.

(1) C.N.A.S.E.A.: stage en vue du
retour.

(2) Toutes les indications chiffrées
proviennent du rapport Schwartz du
printemps 82



Photos Jean Bartz



Photo Françoise Minster

CULTURE, CONTRE-CULTURE

Si ce thème n'a pas été
discuté lors d'un débat,
il a largement été pré-
sent, sinon dominant,
tout au long de ces deux
journées. Nous enten-
dons par « créations
spécifiques » tout ce
qui est produit dans le
domaine culturel par les
filles et fils d'immigrés.

Ce culturel n'existe pas en soi, il est le
reflet et souvent le lieu de nos réactions
face à l'exclusion qu'entretient une
société entière qui refuse de nous
reconnaître pour ce que nous sommes.
Il serait plus rassurant pour elle si nous
étions en babouches et gandoura. Que
l'on arrête de nous penser en tant que
groupe déchiré entre deux cultures. Si
nous étions une immigration de pas-
sage et que le retour s'inscrivait dans
nos projets, nous aurions dans ce cas
tout intérêt à intégrer la culture d'ori-
gine, à intégrer et non pas à réintégrer.
Car la culture de nos parents est assez
pauvre. Elle s'est appauvrie dans une
société qui entretient le rejet, parfois
violent, de l'autre. Décimée dans les
banlieues du sous-équipement social,
entre l'impossibilité d'une transmission
culturelle par les parents et la prédomi-
nance de la télévision.

Nous vivons, nous avons grandi,
nous sommes nés ici. Nous ne voulons
pas être assimilés (de toutes façons, ça
ne nous est pas possible !). Tout ceci
fait que nous ne pouvons nous résou-

dre, ni à reproduire la culture occiden-
tale telle qu'elle se trouve être, ni à
créer des ghettos culturels africains,
asiatiques, ou maghrébins. Par ail-
leurs, il se trouve que des jeunes repro-
duisent du traditionnel arabe (en musi-
que) ou quelque chose de parfaitement
occidental. Dans les deux cas, cela ne
tient pas compte de ce que nous som-
mes. Il faut bien avouer que nous ne
disposons pas de conditions satisfai-
santes (crise économique, crise des
valeurs, racisme, etc.).

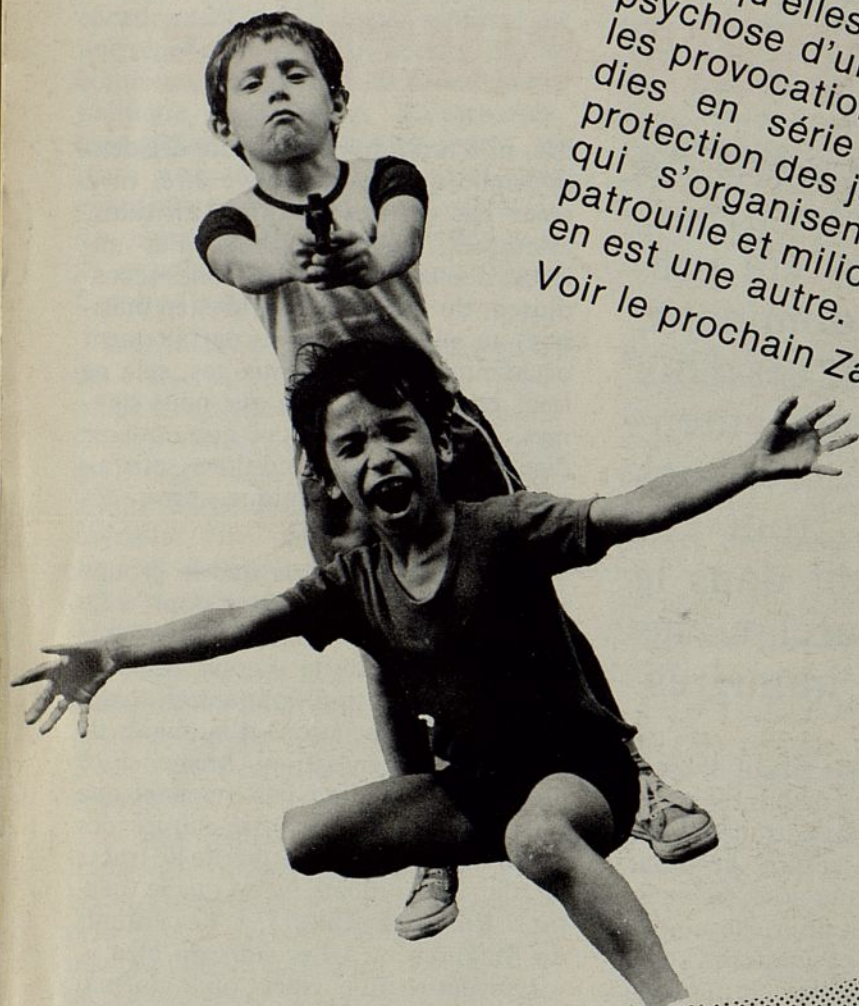
Il est caractéristique que le groupe
« Carte de Séjour » passe pour « La
nouvelle arabie » (dixit un animateur
d'Europe 1) et de la « copie occiden-
tale » pour les traditionalistes et des
militants d'associations d'immigrés de
la première génération. Même si ce
groupe ne représente pas encore ce que
pourrait être cette contre-culture des
jeunes immigrés, il a le mérite de tracer
la voie. De la même façon que le théâ-
tre « Rose des sables », « Les enfants
du Maghreb », « Les stars du bled »,
« Hassina », ou la vidéo, ou le cinéma.

De plus, cette création est loin d'être
exempte de contenu. Nous avons été
contraints d'exploiter nos divers hérita-
ges culturels afin de créer quelque
chose de spécifique, comme nous som-
mes contraints de nous heurter à la
police, à la justice, à l'encadrement
social, sous peine de disparaître. Forts
de repères, différents de ceux que pos-
sèdent les occidentaux dont les systè-
mes de valeurs sont fortement en crise,
nous sommes à même d'apporter du
nouveau, sinon de l'original.

La place que cette création spécifi-
que a occupé lors des deux journées des
28 et 29 mai 82 à la Bourse du Travail à
Lyon montre à travers ses balbutie-
ments et ses contradictions qu'elle
existe bel et bien.

Malgré une situation explosive, les jeunes de banlieues tentent dans l'isolement total de montrer qu'ils construisent autre chose. Que la presse et les municipalités irresponsables l'ignorent est une chose, mais qu'elles continuent à entretenir une psychose d'un « été » chaud qui favorise les provocations les plus diverses (incendies en série à Villeurbanne, pseudo-protection des jeunes/contrôle des jeunes qui s'organisent, coup de fil raciste, patrouille et milice à la Croix-Rousse, etc.) en est une autre.

Voir le prochain Zâama d'Banlieue



Télégramme :

Justice Lyon bafouée envers population jeunes
dont origine étrangère grèves de la faim dans prison
provocation Villeurbanne emprisonnements
abusifs risques graves avant été
solidarité et justice exigée

envoyé à

PAR

différentes commissions ministérielles : Dube-
dout, Leauté, Charvet, Education Surveillée,
Gisèle Halimi. Mauroy et aux
C.I.M.A.D.E./C.L.A.P./Immigrations/G.R.M./
Accueil et Rencontre/C.O.S.T.I./S.M./A.S.F.A./
M.A.N./Ligue des Droits de l'Homme/C.S.C.V./
Fédération Centres Sociaux/C.F.D.T

